

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 810/ 2024

TENDANCES CONJONCTURELLES

2^e TRIMESTRE 2024

Au deuxième trimestre 2024, la conjoncture économique se dégrade. Les chefs d'entreprises observent une activité en baisse qui pèse sur le climat des affaires. Ils font part d'inquiétudes croissantes accentuées par l'incertitude politique en fin de trimestre. Dans ce contexte, l'investissement privé est en perte de vitesse, à l'instar de la consommation des ménages. Sur le plan extérieur, les échanges se contractent légèrement, avec des prix toujours en hausse.

Selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, l'activité recule dans le secteur du commerce et dans celui des services marchands (hors tourisme). Elle progresse dans ceux BTP, du tourisme et des industries agroalimentaires (IAA). Dans les autres industries, le niveau d'activité est stable, par rapport à sa moyenne de longue période.

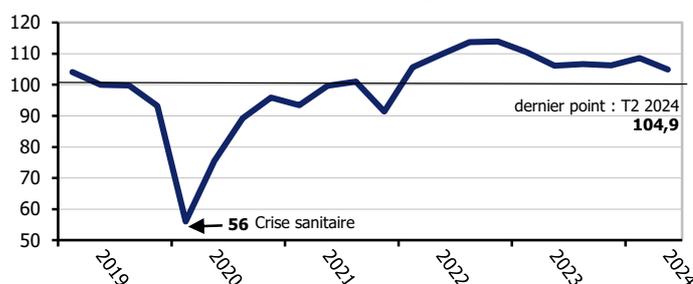
Pour le troisième trimestre 2024, les chefs d'entreprise se montrent pessimistes. Ils s'attendent à une stabilité de l'activité dans les secteurs des IAA, des autres industries, du commerce et des services marchands (hors tourisme). Dans le secteur du BTP et celui du tourisme, les prévisions s'orientent à la baisse.

Une conjoncture économique moins dynamique

Le climat des affaires recule, mais reste favorable

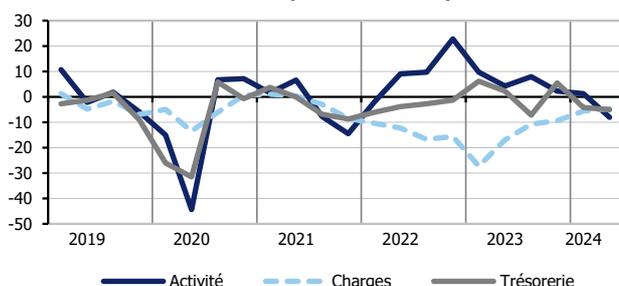
Au deuxième trimestre 2024, l'indicateur du climat des affaires (ICA) diminue de 3,8 points sur trois mois, et reste au-dessus de sa moyenne de longue période, à 104,9 points. Cette évolution est principalement attribuable à un niveau d'activité moins élevé que prévu. Sur le plan financier, les professionnels interrogés signalent une dégradation de leur trésorerie, en raison de leurs charges d'exploitation qui continuent de s'alourdir sous le poids de l'inflation. Toutefois, ils observent une amélioration des délais de paiement grâce à leurs efforts en matière de politique de recouvrement. Dans ce contexte, ils privilégient la stabilité de leurs effectifs et compensent la dégradation de leur trésorerie par une nouvelle hausse des prix.

Indicateur du climat des affaires en Guadeloupe
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture IEDOM.

Soldes d'opinion des entreprises



Source : Enquête de conjoncture IEDOM.

L'activité se dégrade

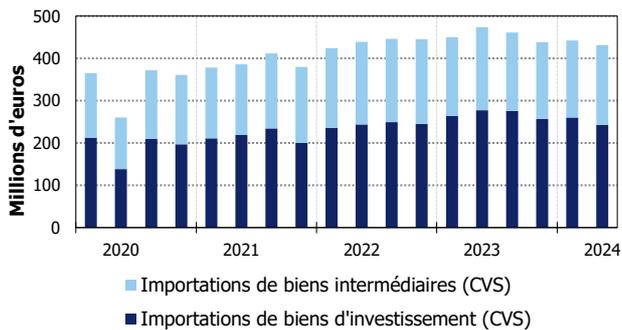
Les professionnels interrogés constatent une baisse de l'activité au 2^e trimestre 2024, alors qu'ils prévoient une hausse en début d'année. L'inflation pèse encore sur leurs charges d'exploitation. Les indicateurs de vulnérabilité des entreprises se détériorent : le nombre d'impayés sur effets de commerce augmente de 15,9 % sur les trois derniers mois. Le nombre de défaillances d'entreprises cumulées sur un an augmente également de 1,6 %, en glissement trimestriel.

L'investissement privé décélère

Au deuxième trimestre 2024, l'investissement ralentit dans le secteur privé. Les importations de biens d'investissement diminuent de 6,7 % (CVS) sur trois mois. Toutefois, les importations de biens intermédiaires augmentent de 3,6 % (CVS) et les immatriculations de véhicules utilitaires progressent de 4,5 % par rapport au 2^e trimestre 2023.

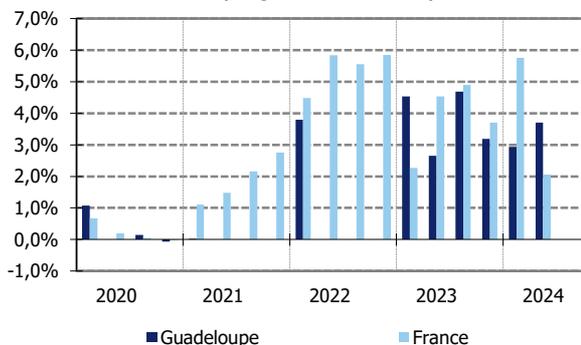
Les professionnels interrogés prévoient encore d'accroître leurs investissements sur les douze prochains mois, mais moins rapidement qu'au trimestre précédent. En termes de financement, l'encours des crédits d'investissement se redresse timidement, après une baisse inédite en début d'année (+1,6 % sur trois mois, après -1,1 % au premier trimestre).

Indicateurs de l'investissement privé



Sources : Douanes, IEDOM.

Indice des prix à la consommation (en glissement annuel)

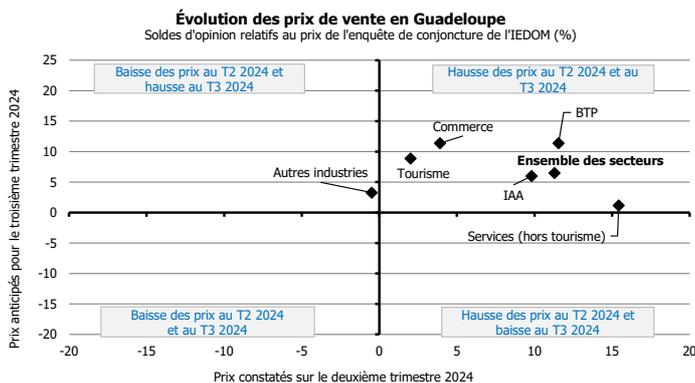


Source : Insee.

Selon l'enquête de l'IEDOM, dans tous les secteurs d'activité, les chefs d'entreprise indiquent augmenter leurs prix au deuxième trimestre (à l'exception du secteur des autres industries). Ils prévoient de poursuivre ces augmentations au troisième trimestre 2024, avec des hausses plus généralisées dans les secteurs du commerce, du BTP et du tourisme.

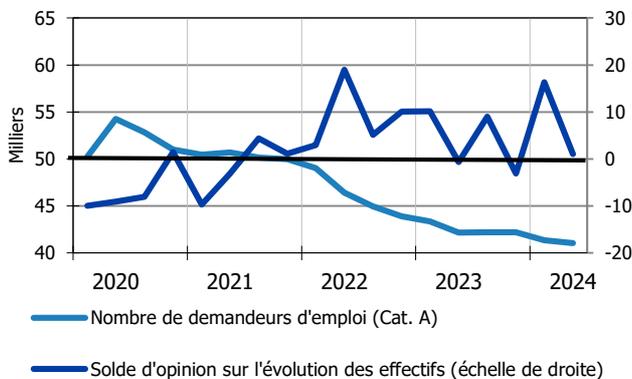
Une inflation persistante

Selon l'Insee, à la fin du mois de juin, l'indice des prix à la consommation (IPC) en Guadeloupe s'élève à 116,9 points (+0,5 % par rapport au trimestre précédent, après +1 % trois mois plus tôt). Cette hausse est principalement imputable aux prix de l'énergie (+1,1 %), des services (+0,6 %) et de l'alimentation (+0,4 %). En glissement annuel, l'IPC augmente de 3,7 % en Guadeloupe (+2,1 % en France).



Source: Enquête de conjoncture IEDOM.

Marché de l'emploi (données CVS, en milliers)



Source : France Travail, IEDOM.

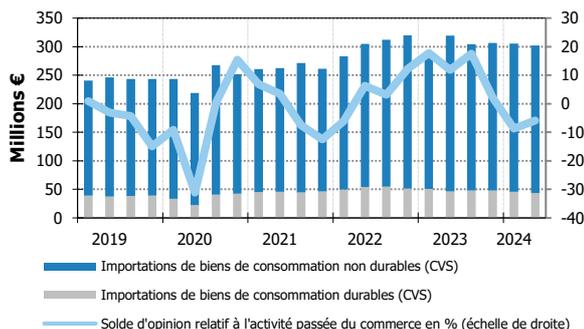
Un marché de l'emploi stable

Au deuxième trimestre 2024, le marché de l'emploi évolue peu. 41 060 demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) sont enregistrés, soit 290 personnes de moins (-0,7 % sur trois mois, CVS). Les professionnels interrogés indiquent avoir maintenu leurs effectifs à un niveau similaire à celui du premier trimestre. Ils espèrent encore les maintenir au troisième trimestre. À fin mars 2024, le secteur privé comptabilisait 86 238 salariés.

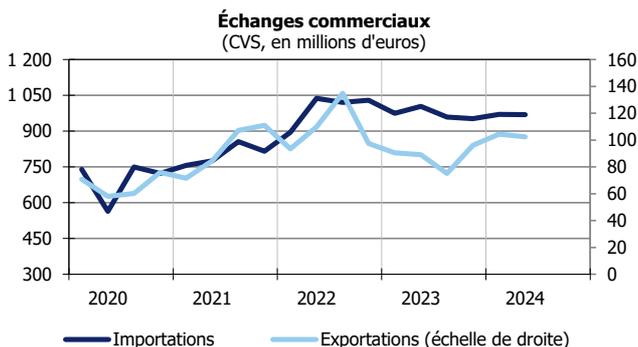
Une consommation timide des ménages

Au deuxième trimestre 2024, la consommation des ménages marque le pas. Les importations de biens durables diminuent en valeur de 5,4 % (CVS) sur un trimestre, lorsque les importations des biens de consommation non durables sont relativement stables (-0,4 % sur trois mois, CVS). L'encours de crédits à la consommation augmente légèrement (+1,4 % sur trois mois, après -0,1 % en mars 2024). En parallèle, le nombre de dossiers de surendettement s'accroît (+9,5 %). Cependant, le nombre de personnes physiques interdites bancaires et celui des incidents de paiement par chèque restent en baisse (respectivement -5,5 % et -9,4 %).

Indicateurs de la consommation des ménages



Sources : Douanes, IEDOM.



Source : Douanes, CVS IEDOM.

Des échanges extérieurs en léger repli

Au deuxième trimestre 2024, les échanges extérieurs diminuent légèrement. Les importations sont quasi-stables à 969,4 millions € (-0,1 % en glissement trimestriel, CVS). La hausse des importations de produits pétroliers (+7,3 %, CVS) compense la diminution des importations de biens d'investissement (-6,7 %, CVS). En parallèle, les exportations reculent à 102,5 millions € (-1,9 %, CVS), tirées par la diminution des réexpéditions de produits pétroliers (-9,4 %, CVS). Hors produits pétroliers, les exportations progressent de 2,3 %.

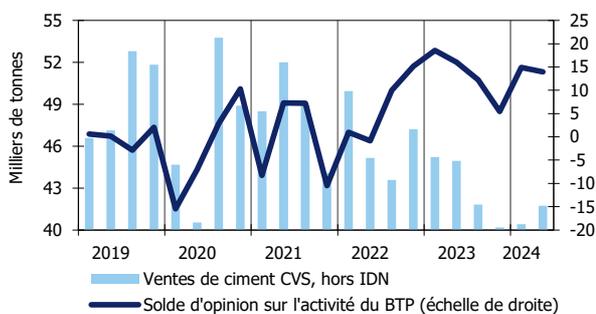
Sur un an, les exportations augmentent (+15,1 %, CVS), tandis que les importations diminuent de 3,4 % (CVS).

Des inquiétudes dans les secteurs du BTP et du tourisme

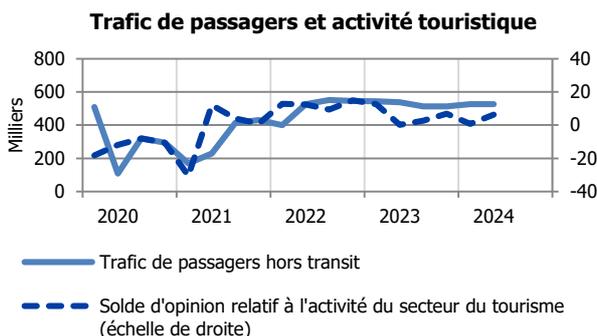
Le secteur du BTP reste fragilisé

Dans le secteur du BTP, le « moral » des chefs d'entreprises interrogés par l'IEDOM se maintient. Ils considèrent que leur activité demeure favorablement orientée au 2^e trimestre 2024, avec notamment une amélioration des délais de paiement. Ils constatent également une diminution des charges d'exploitation, ainsi qu'une amélioration partielle de leur trésorerie. Toutefois, selon la Cellule économique régionale de la construction de Guadeloupe (CERC), le nombre d'appels d'offres dans le secteur du BTP chute de 29,8 % sur un an. Les ventes de matériaux de construction, tels que le ciment, indicateur représentatif de l'activité du BTP, restent à un niveau bas (-7,1 % sur un an, CVS). L'encours des crédits à l'habitat se stabilise en glissement trimestriel (-0,1 % sur trois mois), mais est en baisse en glissement annuel (-1,6 %). Face à ces incertitudes, les chefs d'entreprise anticipent une baisse de l'activité pour le prochain trimestre.

Ventes de ciment et activité du BTP



Sources : IEDOM, Lafarge Ciments Antilles.



Source : Aéroport Pôle Caraïbe, IEDOM.

L'activité touristique peine à décoller

Au deuxième trimestre 2024, les indicateurs du secteur du tourisme s'orientent à la baisse. Le nombre de passagers à l'aéroport hors transit est légèrement décroissant sur trois mois (-0,2 %, CVS). Le nombre de nuitées enregistré dans l'hôtellerie recule, quant à lui, de 9 % (CVS). En parallèle, les professionnels interrogés affichent un moral mitigé. Globalement, ils observent une progression de leur activité, mais font part d'inquiétudes concernant le troisième trimestre : ils perçoivent des signes d'une baisse d'activité à venir et envisagent de réduire leurs investissements sur les douze prochains mois.

La conjoncture régionale et internationale

LA CARAÏBE FRAPPÉE PAR L'OURAGAN BÉRYL

Début juillet, l'ouragan Béryl, le plus précoce de catégorie 5 jamais enregistré dans l'Atlantique, a traversé les pays de la Caraïbe, provoquant de lourds dégâts. Bien qu'il soit encore trop tôt pour évaluer les conséquences économiques, les îles de la Jamaïque, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, ou encore la Grenade ont subi d'importants dommages.

Pour **Saint-Vincent-et-les-Grenadines**, à l'issue de la mission de consultation de 2024, le FMI révélait que l'île avait réussi à se remettre dans des chocs récents grâce aux réponses politiques des autorités, aux projets d'investissement de grande envergure et à la croissance robuste du tourisme, alertant néanmoins sur la menace constante des catastrophes naturelles et du changement climatique, dans un contexte de dette publique encore élevée (la dette du secteur public atteint 87,3 % du PIB en 2023).

L'économie **jamaïcaine** a connu une croissance estimée à 1,9 % au cours du premier trimestre 2024, par rapport au premier trimestre 2023. Cela représente douze trimestres consécutifs de croissance. Ce résultat s'explique notamment par l'augmentation de la demande extérieure, et pas un climat de confiance des entreprises et des consommateurs plutôt bien orienté. La production agricole est également en progression. Le taux d'inflation global en avril 2024 est de 5,3 %, se situant dans la fourchette cible de la Banque centrale (entre 4,0 et 6,0 %), et est inférieur de 0,3 point de pourcentage au taux enregistré en mars 2024. En réponse à l'ouragan Béryl, l'ambassade des États-Unis en Jamaïque a annoncé près de 2,5 millions de dollars USD de soutien humanitaire, par l'intermédiaire de son agence pour le développement international (USAID).

S'agissant de la **Barbade**, les prévisions indiquent que le PIB augmentera encore d'environ 4 % en 2024, en raison des investissements réalisés dans les secteurs public et privé. L'inflation domestique devrait reculer à moyen terme, du fait notamment de la baisse des prix des matières premières. Le taux d'inflation moyen sur 12 mois devrait se modérer entre 3,5 et 4 % d'ici la fin de l'année 2024, soutenu par la baisse des prix de l'énergie.

Haïti devrait connaître une nouvelle année de croissance négative en 2024 (-1,8 %). Le FMI estime que le niveau d'inflation atteindra 23 % en 2024, après 44 % en 2023. Le secteur de l'habillement, qui est le plus grand pourvoyeur d'emplois dans le secteur privé formel, a rencontré des difficultés opérationnelles liées à l'insécurité et aux pénuries de carburant récurrentes, ce qui a eu des effets négatifs sur l'emploi.

Enfin, en **République dominicaine**, une croissance de 5,1 % est attendue pour 2024, portée par les effets retardés de l'assouplissement de la politique monétaire et par une augmentation des investissements publics. Au cours du premier semestre de l'année 2024, le gouvernement du pays aurait investi pour 1,1 milliard d'euros (1 % du PIB), soit une augmentation de 18 % en glissement annuel.

Sources : International Institute for Environment and Development, FMI, Ambassade des États-Unis en Jamaïque, Bank of Jamaica, The Planning Institute of Jamaica, Banque Centrale de la Barbade, Banque Mondiale, Eastern Caribbean Central Bank, DG Trésor

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE MONDIALE RÉSISTE, MAIS L'INFLATION PERSISTE

L'économie mondiale demeure résiliente dans l'ensemble. Elle échappe à la récession annoncée suite à la pandémie de Covid-19 et semble se diriger vers un « atterrissage en douceur » selon le FMI. Les dernières estimations prévoient une croissance mondiale stable en 2024, autour des 3,2 % déjà observés en 2023. L'inflation devrait toutefois baisser moins rapidement que prévu en avril 2024. En particulier, la hausse des prix des services freine la désinflation et ralentit le desserrement de la politique monétaire. La dernière édition du World Economic Outlook évoquait également le creusement des disparités entre les pays avec notamment une croissance particulièrement forte aux États-Unis. Toutefois, la croissance observée au premier trimestre 2024 atténue cette perspective. Le taux de croissance a été en effet supérieur aux attentes dans de nombreux pays, et plus faible que prévu aux États-Unis et au Japon.

Les prévisions concernant la croissance américaine sont ainsi légèrement revues à la baisse. Le FMI prévoit une croissance de 2,6 % pour les États-Unis en 2024 puis 1,9 % en 2025 sous l'effet du ralentissement de la consommation.

Dans la zone euro, l'activité semble avoir atteint un creux. Le FMI prévoit un taux de croissance de 0,9 % et 1,5 % en 2025. Ces prévisions sont conditionnées à une reprise de la consommation des ménages en lien avec la hausse des salaires réels, et à une hausse des investissements productifs en faveur de l'assouplissement progressif de la politique monétaire en 2024.

En France, le PIB augmente de 0,3 % au 2^e trimestre 2024 (après +0,3 % au premier trimestre) selon l'Insee. Cette évolution s'explique principalement par le dynamisme des exportations et un léger rebond de l'investissement. En revanche, la contribution de la consommation des ménages est nulle sur le trimestre. Selon les prévisions de la Banque de France, le PIB de la France augmenterait de 0,8 % en 2024.

Au Japon, le PIB s'est contracté de 0,5 % au premier trimestre 2024 après une croissance nulle au trimestre précédent. Selon le FMI, l'accord salarial shunto devrait favoriser le redressement de la consommation privée à partir du second semestre.

Enfin, les prévisions de croissance des pays émergents et des pays en développement sont révisées à la hausse. Elles devraient être portées par les taux de croissance de l'Inde et de la Chine

Sources : FMI, Eurostat, Insee, Banque de France

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr
[Annexes statistiques et méthodologie](#)

Directeur de la publication : F. GROH – Responsable de la rédaction : D. GORDON
Rédaction : S. BEROSÉ, T. COMBET – Éditeur et imprimeur : IEDOM